

LE COMPTE À REBOURS VERS COPENHAGUE

**Fiche
d'information**

À la croisée des chemins

Le sommet de Copenhague, en décembre, sera un point tournant dans la lutte mondiale aux changements climatiques

Décembre 2009 sera un mois crucial pour l'avenir du climat de la Terre. À Copenhague, au Danemark, des représentants de plus de 190 pays se réuniront pour sceller un nouvel accord sur la réduction des gaz à effet de serre (GES).

Le sommet de l'ONU à Copenhague sera le point culminant d'une ronde de négociations lancée il y a deux ans à Bali, en Indonésie. L'accord qui en ressortira définira le plan d'action international qui suivra la fin de la première phase du Protocole de Kyoto, en 2012.

Dans cette fiche, nous présentons un résumé des principaux enjeux qui font l'objet des négociations, de même que des réponses à différentes questions courantes. On trouvera aussi une brève présentation de la situation aux États-Unis depuis l'arrivée du président Obama.

Pour comprendre la problématique actuelle de l'accumulation des GES, imaginez une baignoire avec les robinets ouverts. Tout comme l'eau, les GES s'accumulent.

Et une partie de ces GES demeurera dans la baignoire – l'atmosphère – pendant des centaines d'années. Or, au cours des 200 dernières années, nous avons rempli la baignoire presque à ras bord (principalement avec les émissions des pays développés). C'est la répartition des derniers centimètres disponibles dans la baignoire entre les différents pays qui constitue le coeur des négociations sur les changements climatiques.

Les pays doivent aussi s'entendre sur différents autres aspects importants, notamment l'aide aux pays pauvres, la coopération technologique et les mesures d'adaptation aux impacts des changements climatiques.

Pour éviter un réchauffement climatique dangereux, les émissions mondiales doivent atteindre leur sommet puis commencer à diminuer d'ici 2020 au plus tard. L'accord de Copenhague couvrira au moins la période cruciale de 2013 à 2017. Il faut que les engagements pour cette période soient ambitieux, sinon nous risquons de « verrouiller » des impacts futurs qui affecteraient gravement la santé et la sécurité humaine, l'environnement et l'économie mondiale.

Les principaux enjeux pour le Canada

Les enjeux de Copenhague et la position du Canada

La préparation d'un traité international comme celui-ci est un processus extrêmement complexe. Tout est à discuter, des données de base jusqu'aux questions pointues sur la déforestation. Mais pour les pays développés comme le Canada, les deux questions principales sont les suivantes :

- De combien allons-nous réduire nos propres émissions?
- Quelle sera l'ampleur de l'aide financière que nous fournirons aux pays en développement pour les aider à combattre les changements climatiques?



Photo : istock

Réduire les émissions du Canada

En 1992, le Canada a ratifié la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Ce faisant, il s'est engagé devant la loi, conjointement avec les autres pays, à prendre les mesures nécessaires pour éviter les changements climatiques dangereux.

À la lumière des études scientifiques, de nombreux gouvernements ont conclu que, pour éviter les changements climatiques dangereux, il fallait maintenir la hausse moyenne de la température de la Terre à moins de 2 °C au-dessus des températures de l'ère préindustrielle. Le premier ministre Stephen Harper a reconnu cette limite dans une déclaration du G8 en juillet 2009.

Or, pour avoir une chance de respecter la limite des 2 °C, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a déterminé que les pays industrialisés devaient réduire l'ensemble de leurs émissions de GES de 25 à 40 % par rapport au niveau de 1990 d'ici 2020.

L'objectif actuel du Canada pour 2020 équivaut à une réduction des émissions de 3 % par rapport à 1990, ce qui est loin de la fourchette de 25 à 40 % identifiée par le GIEC. En fait, par rapport au niveau actuel des émissions du pays, l'objectif mis de l'avant par le GIEC est au moins deux fois plus ambitieux que l'objectif actuel du Canada.

Selon une analyse réalisée par l'Institut Pembina, le plan de relance américain de 2009 prévoit des dépenses par habitant 14 fois supérieures à celles du Canada pour le secteur des énergies renouvelables, comme l'énergie éolienne et solaire.

La situation à Washington

Au Canada, les décideurs ont toujours regardé la situation au sud de la frontière avant d'établir leurs politiques en matière de changements climatiques. Ils sont maintenant plus attentifs que jamais parce que les législateurs américains sont en train d'élaborer une toute nouvelle approche sous l'impulsion du président Obama.

En juin 2009, la Chambre des représentants a adopté le projet de loi Waxman-Markey, dont l'élément principal est l'implantation d'un système de plafonnement et d'échange de droits d'émission qui couvrirait plus de 80 %

des émissions du pays. Une partie de la valeur de ces droits servirait à financer d'autres projets de réduction des émissions. L'objectif défini pour 2020 dans ce projet de loi est semblable à celui du Canada. Toutefois, selon une analyse réalisée par le World Resources Institute (un groupe de réflexion américain respecté), d'autres dispositions du projet de loi font en sorte que les réductions totales seraient beaucoup plus élevées – notamment grâce à des investissements à l'étranger pour la conservation des forêts.

Au cours de l'automne 2009, le Sénat américain poursuivra la rédaction de son propre projet de loi, le *Clean Energy Jobs and American Power Act* (Kerry-Boxer). On sait déjà que ce projet conservera l'idée d'un système de plafonnement et, pour l'instant, son objectif pour 2020 est un peu plus ambitieux que celui du projet Waxman-Markey.

Dans le projet de loi final, il y aura probablement une barrière tarifaire pour les importations provenant de pays dont les politiques climatiques seront moins exigeantes que celles des États-Unis.

Les solutions financières

Il faut aider les pays pauvres à s'adapter aux conséquences d'un problème dont ils ne sont pas responsables

Les conséquences des changements climatiques se font déjà sentir, et même si nous réussissons à réduire radicalement nos émissions à partir de maintenant, ces conséquences s'intensifieront pendant un certain temps encore. C'est pourquoi il faut aider les pays touchés.

Aux termes de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, les pays développés doivent aider les pays en développement à réduire leurs émissions et à s'adapter aux conséquences des changements climatiques.

Les dépenses d'adaptation peuvent comprendre la construction d'immeubles capables de résister à des tempêtes plus violentes, des mesures de prévention contre le paludisme dans les régions nouvellement touchées, etc. Il est urgent de pouvoir compter sur ces investissements afin de protéger les peuples et les personnes les plus vulnérables des conséquences d'un problème qu'ils ont très peu contribué à créer.

Il est difficile d'établir avec précision les montants requis, mais on s'attend à ce que la facture s'élève à au moins 100 milliards par année.

Plusieurs pays ont déjà élaboré des plans pour récolter, gérer et distribuer les sommes nécessaires. On a notamment proposé une taxe sur les émissions des compagnies aériennes, ce qui permettrait d'assurer des revenus réguliers et indépendants des décisions budgétaires annuelles des gouvernements.

Questions et réponses

L'ONU est-elle le seul forum de négociation sur les changements climatiques?

Non. La question des changements climatiques est un élément important de la politique extérieure de nombreux pays et elle figure à l'ordre du jour de plusieurs rencontres multilatérales, comme les récents sommets du G8 et du G20. Les États-Unis ont aussi créé un groupe qui réunit 17 des plus grands émetteurs de GES de la planète, dont le Canada. Cela dit, la grande majorité des pays croient que l'ONU est le seul forum qui peut permettre de réaliser une véritable entente mondiale sur les changements climatiques.

L'Inde et la Chine ne devraient-ils pas réduire leurs émissions aussi?

Des millions de personnes commencent à échapper à la pauvreté dans les grands pays émergents comme l'Inde et la Chine, ce qui engendre une augmentation rapide des émissions. Mais plusieurs de ces pays ont déjà adopté des mesures unilatérales pour limiter la croissance de leurs émissions (la Chine, par exemple, a adopté un objectif d'efficacité énergétique national et des normes de consommation sévères pour les véhicules). L'accord de Copenhague doit permettre de ralentir le rythme de croissance à court terme des émissions des pays émergents – ce qui implique qu'il faudra compter sur une aide financière ciblée en provenance des pays développés.

Malgré son industrialisation rapide, la Chine émet trois fois moins de CO₂ – le principal GES – par personne que le Canada. Le produit intérieur brut par habitant de la Chine est sept fois moins élevé que celui du Canada. Ces disparités sont encore plus marquées dans le cas de l'Inde.





Photo : Ng Swan Ti/Oxfam

Ouverture de la réunion des Nations Unies sur les changements climatiques de Bali, en Indonésie, le 3 décembre 2007

Le point de vue de l'Institut Pembina

Le Canada a été critiqué à plusieurs occasions sur la scène internationale pour ses prises de position lors des récentes discussions sur les changements climatiques de l'ONU. À la veille de la réunion de Copenhague, il est temps que le Canada fasse preuve de leadership. Nous croyons que le pays doit :

- Adopter un objectif de réduction plus ambitieux. L'objectif de réduction actuel du Canada n'est pas conforme aux analyses scientifiques. Une étude réalisée récemment par M.K. Jaccard and Associates démontre que le Canada pourrait réduire ses émissions nettes de 25 % par rapport au niveau de 1990 d'ici 2020, tout en maintenant une solide croissance économique.
- Assurer un financement équitable pour les pays plus pauvres. Une étude de l'Institut Pembina a démontré que le Canada devrait assumer de 3 à 4 % du financement total destiné aux pays en développement. Cela correspond à un montant de 2 à 6 milliards par année.

Les émissions du Canada — classement par rapport aux autres pays du monde

Indicateur	Rang occupé par le Canada
Émissions de GES par habitant en 2005	8 ^e
Émissions de GES en 2005	8 ^e
Somme des émissions, de 1850 à 2005 (émissions de CO ₂ reliées au secteur énergétique)	10 ^e

Les chefs de file

- Le gouvernement de la Norvège s'est engagé à réduire ses émissions nettes à zéro (donc à devenir « carboneutre ») d'ici 2050 au plus tard. Le pays est même prêt à devancer sa date limite à 2030 en cas d'entente internationale forte.
- Quelques jours après son accession au pouvoir, le nouveau gouvernement du Japon s'est engagé à réduire ses émissions de 25 % par rapport au niveau de 1990 d'ici 2020.
- Aux termes du projet de loi Waxman-Markey, les États-Unis investiraient plusieurs milliards chaque année dans les pays en développement pour favoriser l'adaptation, les technologies propres et la conservation des forêts.
- Même si le Protocole de Kyoto ne l'y oblige pas parce que c'est un pays émergent, l'Afrique du Sud a adopté un objectif volontaire en vertu duquel ses émissions commenceront à diminuer à partir de 2035.

Pour en savoir plus

Pour consulter des rapports approfondis, connaître les derniers développements et suivre les négociations dans le dossier des changements climatiques, allez au climate.pembina.org.

Cette fiche a été préparée par Clare Demerse, Directrice associé, Changements climatiques à l'Institut Pembina.



Solutions énergétiques écologiques